ASSEMBLÉE NATIONALE
18 mai 2015

DIALOGUE SOCIAL ET EMPLOI - (N° 2739)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS450

présenté par
Mme Le Callennec

ARTICLE ADDITIONNEL

AVANT L'ARTICLE 13, insérer l'article suivant:

Après l'article L 2221-2 du code du travail, il est inséré un article L. 2221-2-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 2221-2-1.* - I. - Les accords d'entreprises peuvent fixer l'architecture des instances représentatives du personnel ainsi que les modalités de leur consultations en dérogation aux articles suivants du présent livre.

II. - Les conditions de validité de l'accord sont celles définies à l'article L-2232-12 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Afin de dynamiser la représentation du personnel et assurer son ancrage dans la réalité de l'entreprise, cet amendement vise à donner la possibilité aux accords d'entreprise de fixer l'architecture des instances représentatives du personnel (comité d'entreprise, délégués du personnel, CHSCT..) ainsi que les modalités de leur consultation.